



L'AECG sans œillères: Comment couper les «coûts du commerce et davantage encore» causera du chômage, des inégalités et des pertes économiques

Pierre Kohler¹ et Servaas Storm
Septembre 2016

Résumé

L'Accord économique et commercial global (AECG) est en train d'être ratifié par le Canada et l'Union européenne (UE). Comme d'autres accords commerciaux de «nouvelle génération», l'AECG vise à libéraliser le commerce, mais aussi l'investissement et d'autres secteurs de la société n'étant pas encore soumis à la concurrence du marché et à la concurrence internationale. L'AECG est donc bien plus qu'un simple «accord commercial» et doit être abordée dans sa complexité, sans œillères.

Les partisans de l'AECG soulignent la perspective d'une croissance du PIB plus élevée en raison de la hausse des volumes d'échanges et de l'investissement. Toutefois, les projections officielles suggèrent des gains de PIB allant au maximum jusqu'à 0,08% pour l'Union européenne de 0,76% pour le Canada. Limitation plus sérieuse encore, toutes ces projections proviennent d'un modèle économique unique, ce qui suppose le plein emploi et aucun impact négatif sur la répartition des revenus dans tous les pays, excluant par là même les principaux risques provenant d'une libéralisation approfondie des sociétés. Le manque de diversité intellectuelle et de réalisme qui caractérise le récit sur les avantages économiques présumés de l'AECG appelle à une évaluation alternative ancrée dans des hypothèses de travail plus plausibles.

Nous proposons des projections alternatives de l'impact économique de l'AECG en utilisant le Global Policy Model (GPM) des Nations Unies. En tenant compte des changements dans l'emploi et la répartition des revenus et en reconnaissant que l'AECG est plus qu'un simple accord commercial, nous obtenons des résultats très différents. Nous constatons que l'AECG provoquera du chômage, des inégalités, des pertes de bien-être et une réduction des échanges intra-UE.

Plus précisément, nous constatons que:

- L'AECG conduira à un *détournement des échanges intra-UE*. Les balances commerciales et les comptes courants en Allemagne, en France et en Italie pourraient s'améliorer, mais au détriment du Royaume-Uni et d'autres pays de l'UE.
- L'AECG conduira à une *réduction de la part des revenus du travail*. Les pressions concurrentielles exercées par l'AECG sur les entreprises et les travailleurs vont augmenter la part du revenu national revenant au capital en réduisant la part revenant à la main-d'œuvre. En 2023, la part des profits dans le revenu national aura augmenté de 1,76% et 0,66% au Canada et l'UE, respectivement, reflétant la baisse de la part du travail.

¹ Email : kohler.pierre@gmail.com

- L'AECG conduira à une *compression des salaires*. En 2023, les travailleurs auront des revenus annuels moyens inférieurs de €1776 au Canada et entre €316 et €1331 dans l'UE en fonction du pays, comparé au salaire moyen dont ils auraient bénéficié sans l'AECG. Les pays ayant des salaires et un chômage relativement élevés, comme la France et l'Italie, connaîtront les compressions de salaire les plus prononcées.
- L'AECG conduira à des *pertes nettes de recettes publiques*. Les pressions concurrentielles exercées par l'AECG sur les gouvernements par les investisseurs internationaux et le rétrécissement de leur marge de manœuvre politique pour soutenir l'investissement intérieur, la production et la consommation réduira les recettes et dépenses du gouvernement. En conséquence, les déficits publics vont également augmenter en pourcentage du PIB dans tous les pays de l'UE, en poussant des finances publiques plus près ou au-delà des limites fixées par le traité de Maastricht.
- L'AECG entraînera des *pertes d'emploi*. En 2023, environ 230 000 emplois seront perdus dans les pays prenant part à l'AECG, 200 000 d'entre eux dans l'UE, et 80 mille autres dans le reste du monde. Ceci fera croître le taux de dépendance (le nombre moyen de personnes pris en charge par un emploi).
- L'AECG entraînera des *pertes nettes en termes de PIB*. Comme l'investissement et la demande étrangère resteront atones, le déficit de la demande agrégée nourri par la hausse du chômage nuira à la productivité et entraînera des pertes de bien-être cumulées équivalant à 0,96% et 0,49% du revenu national au Canada et dans l'UE, respectivement. Alors que le Royaume-Uni (-0,23%) et l'Allemagne (-0,37%) seront moins touchés, la France (-0,65%) et l'Italie (-0,78%) perdront davantage que les autres pays de l'UE (-0,53%).

En somme, l'AECG conduira non seulement à des pertes économiques, mais aussi à la hausse du chômage et des inégalités de revenus, avec des conséquences négatives pour la cohésion sociale dans un contexte politique déjà complexe et volatile.

Nous tirons deux conclusions générales de ces sombres perspectives pour les décideurs de l'UE. Tout d'abord, les études quantitatives qui sont par construction et à dessein aveugles aux risques avérés liés à la libéralisation approfondie des sociétés ne représentent pas une base adéquate pour informer les décideurs sur les conséquences économiques de l'AECG. D'autres approches de modélisation, qui admettent l'existence de tels risques et peuvent quantifier leur impact et leur coût, sont nécessaires pour fournir un aperçu significatif quant aux conséquences probables de l'AECG.

Deuxièmement, la tentative de stimuler les exportations comme substitut à une reprise d'une demande intérieure n'est pas une stratégie de croissance durable pour l'UE ou le Canada. Dans le contexte actuel de chômage élevé et de faible croissance, une amélioration de la compétitivité passant par une réduction du « coût du travail » ne peut que nuire l'économie. Si les décideurs politiques devaient poursuivre cette pente glissante et être amené à adopter l'AECG, ils risquent de bientôt se retrouver avec une seule option restante pour relancer la demande dans un contexte de tensions sociales croissantes: augmenter les prêts privés, peut-être grâce à une nouvelle vague de déréglementation financière, ouvrant la porte à un retour de l'endettement et de l'instabilité financière. Au lieu de répéter les erreurs d'un passé pas si lointain, les décideurs politiques devraient plutôt stimuler l'activité économique par un soutien coordonné et durable des revenus du travail et rechercher les moyens d'initier une transition socio-écologique à présent impérative.

Lire l'étude complète: www.ase.tufts.edu/gdae/policy_research/ceta_simulations.html